

REVUE JURIDIQUE DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE

RJEP

N° 693 - JANVIER 2012 - 63^E ANNÉE - ISSN 1958-847X

SOUS LA DIRECTION DE :

Daniel LABETOULLE,
*Président de section honoraire
au Conseil d'État*

REPÈRE

1 La chambre des Lumières de la Cour de cassation

par Pierre SARGOS, président de chambre honoraire à la Cour de cassation (p. 1)

DOSSIER SPÉCIAL

1 à 5 Un code pour le droit de l'énergie

par Marie-Dominique HAGELSTEEN, présidente de la section des Travaux publics du Conseil d'État, Paquita MORELLET-STEINER, maître des requêtes au Conseil d'État, Marie-Françoise LEMAÎTRE, administratrice civile hors classe, maître des requêtes au Conseil d'État, Emmanuel VERNIER, administrateur civil, maître des requêtes au Conseil d'État (p. 3)

JURISPRUDENCE

2 Intérêt pour agir contre la délibération autorisant la transaction consécutive à la résolution du contrat

Note de Jean GOURDOU, professeur de droit public à l'université de Pau et des Pays de l'Adour et Olivier BONNEAU, docteur en droit public, cabinet d'avocats Rivière, Morlon et associés (p. 26)

4 L'acte détachable du contrat à l'épreuve de la régularisation

Note de Aurélie BRETONNEAU, maître des requêtes au Conseil d'État (p. 37)

6 Retrait ou modification du règlement d'eau : indemnisation du concessionnaire

Note de Véronique LOY, chef du pôle Droit public et Environnement de la direction juridique d'EDF (p. 48)

Sommaire

P. 1 Repère

La chambre des Lumières de la Cour de cassation n° 1

P. 3 Dossier spécial

Un code pour le droit de l'énergie n° 1

De la loi du 15 juin 1906 au Code de l'énergie :
l'avènement du droit de l'énergie n° 2

La confirmation dans le Code de l'énergie des
dispositions sociales applicables aux industries
électriques et gazières n° 3

Une conciliation réussie : la législation sur l'eau et la loi
du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie
hydraulique n° 4

Jurisprudence

P. 17 Contrats

● Antennes-relais

Le maire n'est pas compétent pour réglementer
l'implantation des antennes-relais de téléphonie mobile n° 1

● Acte détachable

Intérêt pour agir contre la délibération autorisant la
transaction consécutive à la résolution du contrat n° 2

● Clause illicite

Des stipulations illicites divisibles du reste du contrat
n'empêchent pas le règlement du litige dans le cadre
contractuel n° 3

● Contentieux

L'acte détachable du contrat à l'épreuve de la
régularisation n° 4

● Contrat administratif

Les tiers à un contrat administratif ne peuvent en
principe se prévaloir des stipulations de celui-ci n° 5

P. 48 Énergie

● Hydroélectricité

Retrait ou modification du règlement d'eau :
indemnisation du concessionnaire n° 6

Index

Chambre des requêtes repère 1	Contrats	Domaine
Code de l'énergie intro. dossier 1	Acte détachable comm. 2	Domaine public comm. 5
études 2 à 4	Clause illicite comm. 3	Énergie
Communications électroniques	Contentieux comm. 4	Hydroélectricité comm. 6
Antennes-relais de téléphonie mobile comm. 1	Contrat administratif comm. 5	